



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 18 MAI 2026

portant modifications des prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter
de la société Wienerberger à Seltz

(AIOT n° 0006700794)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et l'article R. 181-45 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2004 autorisant les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Wienerberger sur le site de Seltz et codifiant l'ensemble des prescriptions associées aux installations du site ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 mars 2021 fixant des prescriptions complémentaires à la société Wienerberger à Seltz à l'autorisation d'exploiter ;
- VU** le courrier de l'exploitant du 5 septembre 2025, sollicitant un déclassement du statut IED de ses installations au titre de la rubrique 3350 ;

CONSIDÉRANT que, par décret n°2014-996 du 02 septembre 2014, l'intitulé de la rubrique 3350 a été modifié comme suit : « *Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et dans un four avec une capacité supérieure à 4 m³ et une densité d'enfournement de plus de 300 kg/m³ par four* » ;

CONSIDÉRANT que cette modification implique que pour relever de la rubrique 3350, une installation doit désormais remplir les trois conditions cumulatives suivantes : produire plus de 75 tonnes par jour, dans un four de plus de 4 m³ dont la densité d'enfournement est supérieure à 300 kg/m³ ;

CONSIDÉRANT que par courrier du 05 septembre 2025, l'exploitant a présenté le calcul de la densité d'enfournement de son installation (qui correspond à la masse des produits à cuire sans auxiliaires de cuisson dans le volume de cuisson du four par rapport au volume total de cuisson du four) qui a pour résultat une densité de seulement 86 kg/m³ ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant précise qu'au regard de ce calcul, la tuilerie de Seltz ne répond donc plus à la définition de la rubrique 3350 de la nomenclature ICPE, puisque sa densité d'enfournement est inférieure à 300 kg/m³, de ce fait, l'exploitant sollicite un déclassement du statut IED au titre de la rubrique 3350 pour l'établissement de Seltz ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'ensemble de ces éléments et du fait de l'évolution de la nomenclature des ICPE notamment les modifications de la rubrique 3350, la demande de l'exploitant de déclassement du statut IED est recevable et qu'il peut ainsi y être répondu favorablement ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter des installations de fabrication de tuiles et installations connexes, délivrée par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2021 susvisé, à la société WIENERBERGER, ci-après pour l'exploitation de ses installations localisées 25 rue de la gare à Seltz, sont modifiées par les dispositions précisées dans l'article qui suit.

Article 2 : Liste des installations classées

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2021 susvisé, relatif à la liste des installations classées est remplacé par l'article suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2515-1-a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 200 kW	1100 kW
2523	A	Céramiques et réfractaires (Fabrication de produits) La capacité de production étant supérieure à 20 t/j	406 t/j fabrication de tuiles cuites
1532-2b	D	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues 2. Le volume susceptible d'être stocké étant : b. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	2 000 m ³
2640-b	D	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La quantité de matière fabriquée ou utilisée étant : b. Supérieure ou égale à 200 kg/j, mais inférieure à 2 t/j	1,9 t/j

A (Autorisation) – E (Enregistrement) - D (Déclaration).

Article 3 : Modalités d'exécution

3.1 : Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

3.2 : Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

3.3 : Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société Wienerberger,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg.
- au maire de Seltz.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO